

## I. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

### 1) ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE RÉCENTE

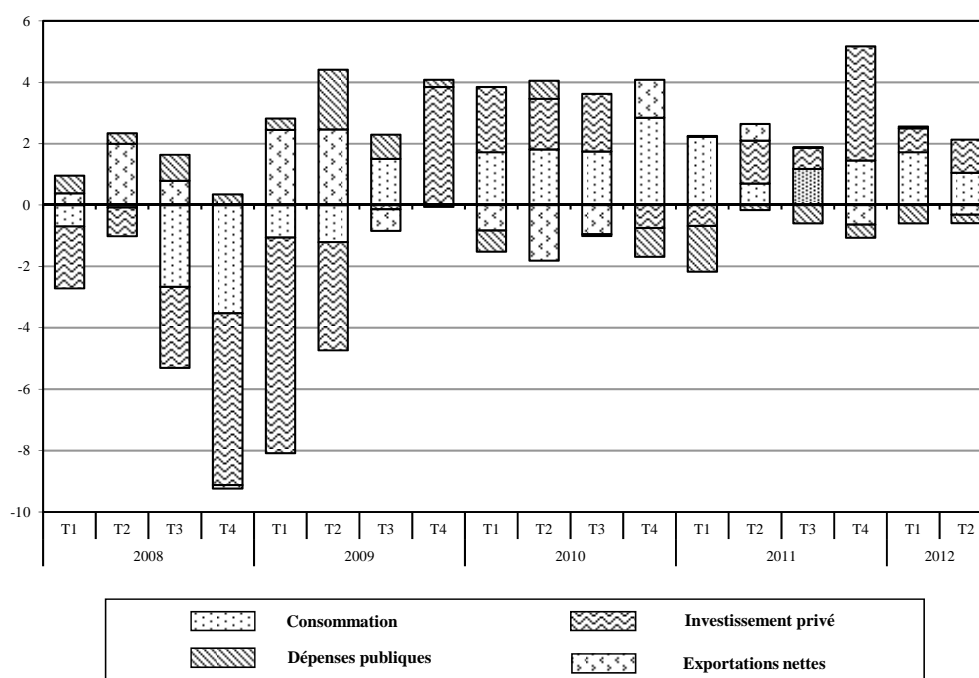
1. Les États-Unis se relèvent plutôt bien de la crise financière de 2007-2009 mais la croissance a été plus faible en 2011 qu'en 2010. Depuis le début de la reprise, la croissance des États-Unis a été de 2,2% en moyenne et l'emploi dans le secteur privé a progressé pendant 28 mois consécutifs, ce qui représente la création de 4,4 millions d'emplois.<sup>1</sup> L'économie des États-Unis est sur la bonne voie mais il faudra encore un certain temps avant qu'elle ne sorte de cette phase de ralentissement et renoue avec les niveaux de croissance et de confiance observés avant la crise. Malgré une légère dégradation du déficit commercial en 2011, les importations et les exportations ont désormais dépassé les niveaux records de 2008.

2. La croissance du PIB réel a été positive en 2010 et en 2011, se montant à 3% et 1,7%, respectivement, contre -3,5% en 2009. Le PIB réel a augmenté depuis le troisième trimestre de 2009, et ce sont les dépenses de consommation, l'investissement intérieur privé brut et les exportations qui ont le plus contribué à la reprise (graphique I.1 et tableau I.1).<sup>2</sup>

**Graphique I.1**

**Contributions à la croissance du PIB réel, 2008-2012**

(Points de pourcentage)



Source: Renseignements en ligne du Bureau des analyses économiques. Adresse consultée: <http://www.bea.gov/>.

<sup>1</sup> Les données datées du 1<sup>er</sup> juillet 2012 portent sur les premier et deuxième trimestres de 2012 (FMI, 2012a).

<sup>2</sup> Communiqué de presse du BEA, "Gross Domestic Product: Fourth Quarter and Annual 2011 (Third Estimate) Corporate Profits: Fourth Quarter and Annual 2011", du 29 mars 2012. Adresse consultée: [http://www.BEA.gov/newsreleases/national/gdp/2012/pdf/gdp4q11\\_3rd.pdf](http://www.BEA.gov/newsreleases/national/gdp/2012/pdf/gdp4q11_3rd.pdf).

**Tableau I.1**  
**Principaux indicateurs macroéconomiques, 2008-2011**  
(en milliards de \$EU et %)

	2008	2009	2010	2011 <sup>a</sup>
PIB (milliards de \$EU actualisés)	14 291,5	13 939	14 526,5	15 094
	(variation en %)			
PIB réel (sur la base des milliards de \$EU chaînés de 2005)	-0,3	-3,5	3,0	1,7
<b>Consommation privée</b>	-0,6	-1,9	2,0	2,2
Investissement intérieur privé brut	-10,2	-25	17,9	4,8
Investissement fixe	-7,1	-18,8	2,6	6,8
Investissement non résidentiel	-0,8	-17,8	4,4	8,8
Investissement résidentiel	-23,9	-22,2	-4,3	-1,3
Exportations (biens et services)	6,1	-9,4	11,3	6,7
Importations (biens et services)	-2,7	-13,6	12,5	4,9
Consommation et investissement brut publics	2,6	1,7	0,7	-2,1
Échelon fédéral	7,2	6	4,5	-1,9
Échelon infafédéral (États et administrations locales)	0	-0,9	-1,8	-2,2
<b>Épargne et investissement</b>	(en % du PIB)			
Épargne nationale brute	13,4	11,5	12,5	13,0
Épargne privée	16,0	18,4	19,2	19,0
Épargne publique	-2,6	-7,0	-6,6	-5,9
Épargne nationale nette	0,4	-1,9	-0,4	0,1
Taux d'épargne des particuliers (% du revenu disponible)	5,4	5,1	5,3	4,7
Investissement intérieur brut	18,1	14,7	15,8	15,9
Investissement privé	14,6	11,1	12,4	12,7
Investissement public	3,5	3,6	3,5	3,2
Investissement intérieur net	5,1	1,3	2,9	3,0
<b>Masse monétaire et prix</b>				
M2 (décembre-décembre, variation en %)	9,8	3,7	3,5	9,7
Indice des prix à la consommation (moyenne annuelle, variation en %)	3,8	-0,4	1,6	3,2
<b>Taux d'intérêt</b>	(%)			
Taux effectif des fonds fédéraux <sup>b</sup>	1,92	0,16	0,18	0,1
Taux des bons du Trésor (10 ans)	3,66	3,26	3,22	2,78
<b>Dettes publiques fédérales</b>				
Valeur (milliards de \$EU, fin d'exercice budgétaire)	5 803,1	7 544,7	9 018,9	10 128,2
% du PIB <sup>c</sup>	40,5	54,1	62,8	67,7
<b>Emploi</b>				
Taux de chômage	5,8	9,3	9,6	9,0

a Préliminaire.

b Le taux des fonds fédéraux est le coût de l'emprunt de fonds immédiatement disponibles, principalement pour un jour. Le taux effectif est la moyenne pondérée des taux auxquels les différentes opérations sont effectuées par les courtiers.

c PIB de l'exercice budgétaire, corrigé des variations saisonnières, en fonction des taux annualisés.

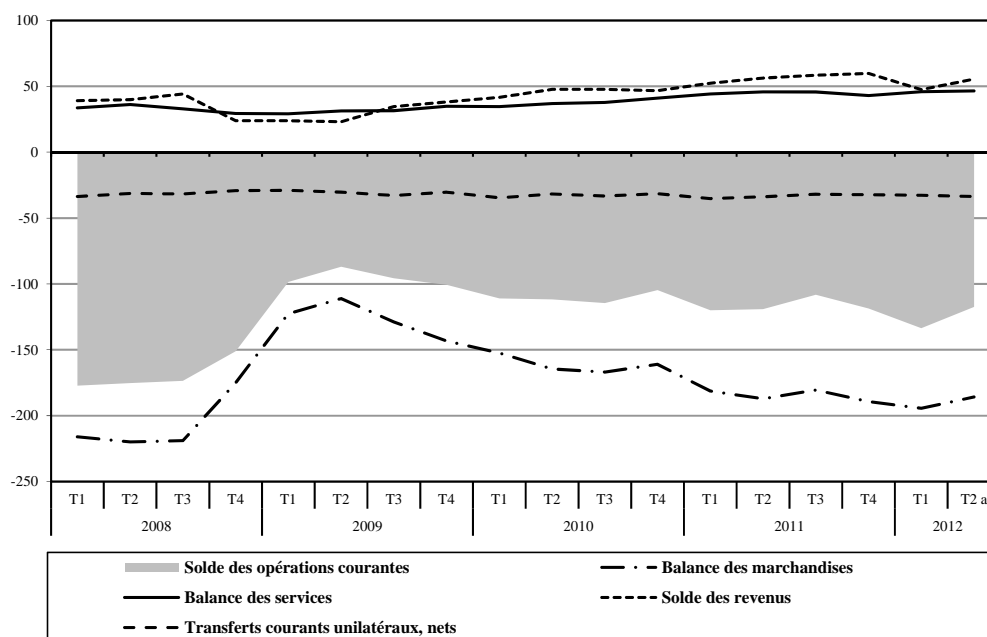
Source: Secrétariat de l'OMC, sur la base des renseignements en ligne du Bureau des analyses économiques. Adresse consultée: <http://www.bea.gov/>. Renseignements en ligne du Conseil des gouverneurs du Système de la Réserve fédérale. Adresse consultée: <http://www.federalreserve.gov/econresdata/default.htm>. Budget du gouvernement fédéral. Adresse consultée: <http://www.gpo.gov/fdsys/browse/collectionGPO.action?collectionCode=BUDGET>. Renseignements en ligne du Bureau des statistiques du travail. Adresse consultée: <http://www.bls.gov>.

3. Le solde des opérations courantes des États-Unis a continué de se détériorer légèrement entre 2010 et 2011, passant de 470,9 milliards à 473,4 milliards de dollars EU. Il s'est toutefois maintenu autour de 3% du PIB, ce qui est inférieur au niveau record de 6% atteint en 2005-2006.<sup>3</sup> En 2011, le facteur qui a eu la plus grande incidence sur le déficit du solde des opérations courantes a été le déficit de la balance des marchandises, qui s'est creusé jusqu'à atteindre 738,3 milliards de dollars EU cette année-là. L'excédent de la balance des services a continué d'augmenter, tout comme le solde des revenus mais pas dans la même mesure que le déficit de la balance des marchandises; et les transferts unilatéraux nets n'ont quasiment pas varié (graphique I.2). La reprise suite à la récession a été moins déséquilibrée que lors de la précédente récession, en 2001. Dans le cadre de la reprise actuelle, le compte courant est resté stable, malgré la détérioration des conditions enregistrée sur les principaux marchés d'exportation des États-Unis, grâce au dynamisme des exportations de services et au solde des revenus (tableau AI.1).

### Graphique I.2

#### Compte courant et flux financiers nets des États-Unis, 2008-2012

Milliards de \$EU



a Données préliminaires.

Source: Bureau des analyses économiques; adresse consultée: <http://www.bea.gov>.

4. Le déficit courant des États-Unis, qui représente 3% du PIB, n'a pas posé problème jusqu'à présent à l'économie américaine. Les flux entrants d'investissement étranger direct aux États-Unis demeurent les plus élevés au monde, et les actifs des États-Unis continuent de bénéficier du statut de valeur refuge du dollar et de la réputation de solidité de l'économie américaine.

5. Après le niveau record qu'il avait atteint en 2002, le dollar EU<sup>4</sup> s'est progressivement déprécié, perdant environ 25% de sa valeur jusqu'en 2008, puis s'est temporairement stabilisé en 2008-2009,

<sup>3</sup> Ce solde représentait 3,2% et 3,1% du PIB en 2010 et 2011, respectivement (communiqué de presse du BEA, "U.S. Current Account Deficit Increases in 2011", du 14 mars 2012. Adresse consultée: [http://www.bea.gov/newsreleases/international/transactions/trans\\_highlights.pdf](http://www.bea.gov/newsreleases/international/transactions/trans_highlights.pdf); et Labonte, 2010).

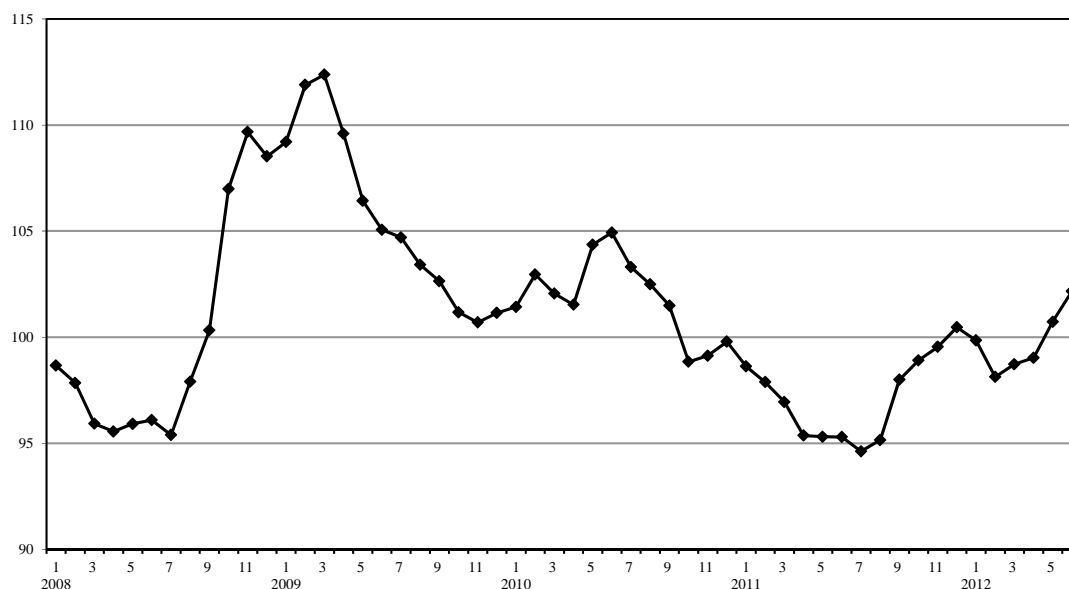
<sup>4</sup> Indice du dollar pondéré par les échanges et corrigé des effets de l'inflation.

avant de reprendre sa tendance à la baisse entre 2009 et la mi-2011, période pendant laquelle il a reculé de 16%. Plus récemment, il s'est apprécié d'environ 5% au cours du second semestre de 2011, puis a de nouveau baissé au début de 2012, perdant 2%, avant de se ressaisir (graphique I.3). Le dollar ne s'est pas déprécié de la même manière face à toutes les devises: depuis le début de la récession économique, il a perdu 13% de sa valeur par rapport à l'euro, 11% par rapport au yen et 8% par rapport au peso mexicain, alors qu'il a perdu moins de 3% face au yuan.<sup>5</sup> À mesure que la crise de la zone euro s'aggrave, le dollar se renforce par rapport à l'euro. Les variations des taux de change euro-dollar ont une incidence sur le commerce des États-Unis qui va au-delà des liens directs avec les importations et les exportations entre les États-Unis et la zone euro, puisqu'elles concernent également les marchés des pays tiers où les deux économies sont en concurrence.

**Graphique I.3**

**Indice du taux de change du dollar pondéré en fonction des échanges, 2008-2012**

Indice, 1997 = 100



Source: Conseil des gouverneurs du Système de la Réserve fédérale. Adresse consultée: <http://www.federalreserve.gov/econresdata/statistics.data.htm>.

6. La reprise a été aidée par un certain nombre de mesures et de politiques visant à encourager les changements, comme la réforme du secteur bancaire et financier, le rééquilibrage budgétaire, la réduction de l'endettement des ménages, la réduction de la dette du secteur financier ou l'augmentation de l'investissement des entreprises. Aux États-Unis, les bénéfices des entreprises et le revenu des personnes physiques ont augmenté en 2010-2011 mais le chômage s'est maintenu à un niveau élevé et le marché du logement est demeuré atone.

7. Selon les projections du FMI, les perspectives de l'économie américaine pour 2012 sont encourageantes; on s'attend, en effet, à ce que la croissance se situe autour de 2%. Toutefois, ce chiffre a été revu à la baisse (- 0,1%) en milieu d'année en raison d'une croissance moins forte que prévu. Les failles de la reprise mondiale, notamment une propagation de la crise de la zone euro, et

<sup>5</sup> Elwell (2012).

l'adoption éventuelle de nouvelles restrictions budgétaires ont été mentionnées comme étant des facteurs pouvant avoir une incidence importante sur les perspectives de l'économie américaine.<sup>6</sup>

## 2) POLITIQUES MONÉTAIRE, BUDGÉTAIRE ET AUTRES

8. Au cours des deux dernières années en particulier, et depuis que le gouvernement Obama est entré en fonction, la question du "rééquilibrage", sur les plans tant national qu'international, est au cœur de la politique économique des États-Unis. Il est reconnu que les États-Unis, dont le solde des opérations courantes est depuis longtemps déficitaire, comptent beaucoup sur la consommation intérieure et le secteur du bâtiment pour assurer la croissance de leur économie, ce qui n'est pas viable à long terme; il faudrait qu'ils adoptent un modèle de croissance plus équilibré, qui repose moins sur la consommation et davantage sur les exportations et les investissements destinés à soutenir la croissance. Sur le plan intérieur, il faudrait mener des réformes en vue de stimuler l'investissement, d'augmenter les recettes et de réduire les dépenses inutiles.<sup>7</sup>

9. Suite à l'éclatement de la crise financière, un certain nombre de mesures de relance budgétaire ont été adoptées pour soutenir l'économie. La Loi des États-Unis sur la relance et le réinvestissement (ARRA), promulguée en 2009, a continué de soutenir la reprise en 2011, mais dans une moindre mesure.<sup>8</sup> Le Programme d'achat d'actifs douteux (TARP) de 2008 avait pour but de promouvoir la stabilité financière, s'agissant en particulier des activités bancaires, du crédit et du soutien à certains secteurs. Bien que ce programme ait cessé de recevoir des financements à la fin de 2010, environ un quart des fonds continueront de financer certains programmes, notamment les investissements publics dans l'industrie automobile, l'American International Group (AIG) et 460 banques américaines (à la fin de 2011).<sup>9</sup> Toutefois, ces investissements et ce soutien sont progressivement réduits et éliminés.

10. Parmi les autres lois qui ont pour objet de redresser la situation financière et d'améliorer l'économie des États-Unis, on citera la Loi sur l'allégement fiscal, la réapprobation de l'assurance chômage et la création d'emplois (TRUIRJCA), promulguée à la fin de 2010. En vertu de cette loi, les programmes d'allocation de chômage d'urgence ont été prorogés et les charges sociales ont été réduites de 2%.<sup>10</sup> À la fin de 2011 puis au début de 2012, la prorogation de deux dispositions de la TRUIRJCA, concernant l'allocation de chômage et une réduction de l'impôt sur les salaires, a été approuvée; ces dispositions resteront donc en vigueur jusqu'à la fin de 2012.<sup>11</sup> En outre, à la fin de 2011, un nouveau crédit d'impôt a été mis en place en faveur des entreprises qui embauchent d'anciens combattants au chômage.<sup>12</sup>

11. En 2011, les États-Unis ont annoncé le troisième déficit fédéral le plus élevé enregistré depuis 1945 (1 300 milliards de dollars EU). Le montant de ce déficit était très proche de celui de 2010 (1 290 milliards de dollars EU) et en légère baisse par rapport au déficit record de 2009, qui s'était monté à 1 420 milliards de dollars EU. En pourcentage du PIB, le déficit était légèrement moins important en 2011 qu'en 2010 (8,7% contre 9%). Les recettes publiques ont connu une progression pour la deuxième année consécutive (exercice budgétaire 2011), atteignant 2 300 milliards de dollars EU, mais elles demeurent toujours inférieures à leur niveau record de 2007, tandis que les

<sup>6</sup> FMI (2012b).

<sup>7</sup> Maison Blanche (2012b).

<sup>8</sup> Pour obtenir une description détaillée et une analyse de l'ARRA, voir OMC (2010).

<sup>9</sup> Département du Trésor, Bureau de la stabilité financière (2011).

<sup>10</sup> Public Law n° 111-312.

<sup>11</sup> Loi de 2012 sur les dégrèvements d'impôts et la création d'emplois en faveur de la classe moyenne, Public Law n° 112-96.

<sup>12</sup> Loi sur l'embauche de vétérans, Public Law n° 112-56.

dépenses publiques se sont élevées à 3 600 milliards de dollars EU.<sup>13</sup> Les dépenses qui ont connu la plus forte progression sont celles des intérêts nets sur la dette publique (17%).<sup>14</sup> En 2011, les recettes se décomposaient comme suit: impôt sur le revenu des personnes physiques (47%), cotisations d'assurance sociale et de retraite (36%), impôt sur les bénéfices des sociétés (8%) et autres (9%).<sup>15</sup> Bien que le commerce demeure une composante importante de l'économie des États-Unis, les recettes tarifaires n'ont pas un grand poids économique. D'après l'Organisation mondiale des douanes, ces dernières années, les recettes provenant des droits de douane appliqués par les États-Unis ont représenté en moyenne 1,5 à 2% de la totalité des recettes fiscales, contre une moyenne globale de 12,4% dans les autres pays retenus pour l'enquête.<sup>16</sup>

12. La Loi de 2011 sur le contrôle budgétaire, qui prévoit un ensemble de mesures d'un montant de 1 000 milliards de dollars EU visant à réduire le déficit, a été promulguée en 2011 dans le but de maîtriser un déficit public en augmentation constante et qui pose un certain nombre de risques sur le plan économique.<sup>17</sup> Les faibles rendements actuels (négatifs en termes réels) sur la dette publique des États-Unis et l'intérêt croissant des investisseurs pour cette dette sont le signe que les marchés sont convaincus que la situation budgétaire des États-Unis ira en s'améliorant. De nouvelles réductions budgétaires, allant de 1 200 à 1 500 milliards de dollars EU, devraient suivre. En outre, la Loi "Pay-as-you-go" de 2010 contient une règle relative à l'absence d'effet sur les finances publiques, conformément à laquelle aucune nouvelle loi ne devrait avoir pour effet d'accentuer les déficits budgétaires.<sup>18</sup> L'arrivée à expiration d'un certain nombre de mesures de réduction d'impôts et la baisse des dépenses en matière de défense contribueront également à redresser la situation budgétaire à court terme. La révision de la politique fiscale des États-Unis est également une question prioritaire, et le gouvernement et le Congrès ont formulé plusieurs propositions en ce sens, notamment en ce qui concerne l'impôt sur les sociétés. Toutefois, aucune mesure de réforme de grande ampleur n'a été adoptée à ce jour.

13. La politique monétaire des États-Unis est mise en œuvre par la Réserve fédérale conformément aux pouvoirs qui lui sont délégués par le Congrès. Toutefois, ce dernier continue d'exercer un contrôle sur la Réserve fédérale afin de s'assurer qu'elle s'emploie bien à réaliser les objectifs qui lui ont été confiés, à savoir le plein emploi, la stabilité des prix et la modération des taux d'intérêt à long terme. La Réserve fédérale a été particulièrement active ces derniers temps et a eu recours à un large éventail de mesures, dont certaines non conventionnelles, destinées à soutenir le redressement économique; par ailleurs, une nouvelle loi a été votée la concernant.<sup>19</sup> Entre la fin de 2010 et le milieu de 2011, la Réserve fédérale a adopté un deuxième programme d'assouplissement quantitatif pour faire face à la crise financière et à ses répercussions. Les mesures qu'elle a prises au cours de l'année 2011 ont été qualifiées de mesures "d'accompagnement", et le Federal Open Market Committee (FOMC)<sup>20</sup> a maintenu le taux des fonds fédéraux à un seuil exceptionnellement bas (entre

<sup>13</sup> Déclaration mensuelle du Département du Trésor. Adresse consultée:

<http://www.fms.treas.gov/mts/mts0612.pdf>.

<sup>14</sup> Renseignements en ligne du Bureau du budget du Congrès. Adresse consultée:

<http://www.cbo.gov/>.

<sup>15</sup> Renseignements en ligne du Bureau de la gestion et du budget, "Historical Tables". Adresse consultée: <http://www.whitehouse.gov/omb/budget/Historicals>.

<sup>16</sup> Organisation mondiale des douanes (2011a).

<sup>17</sup> Public Law n° 112-25.

<sup>18</sup> Public Law n° 111-139.

<sup>19</sup> La Loi Dodd-Frank a introduit des changements en matière d'audit et de contrôle. Les autres projets de loi examinés par le Congrès à sa 112<sup>ème</sup> session, qui seraient susceptibles de modifier le mandat de la Réserve fédérale, n'ont pas été adoptés.

<sup>20</sup> Le FOMC est l'organe de la Banque de la Réserve fédérale qui définit les orientations de la politique monétaire.

zéro et 0,25%). Face à la lenteur de la reprise, le FOMC a annoncé, à la fin de 2011 et au début de 2012, qu'il maintiendrait le taux des fonds fédéraux à des niveaux aussi faibles au moins jusqu'à la fin de 2014. Il a pris d'autres initiatives en 2011 en vue d'abaisser les taux d'intérêt à long terme. Il a maintenu les échanges de liquidités avec les banques centrales, un mécanisme rarement utilisé, en partie pour contribuer à atténuer la crise de la dette européenne. La politique d'échange de liquidités de la Réserve fédérale permet aux banques centrales étrangères de fournir des liquidités aux banques étrangères en dollars EU. En janvier 2012, la Réserve fédérale a annoncé que son objectif à long terme était de maintenir l'inflation à 2%.<sup>21</sup>

14. Le gouvernement américain a pris deux grandes initiatives ces dernières années en vue de promouvoir les exportations. En 2010, le Président Obama a fixé comme objectif le doublement des exportations en cinq ans grâce à l'Initiative nationale pour les exportations. Cette initiative vise l'intensification des activités de promotion du commerce, l'amélioration de l'accès au crédit, l'élimination des obstacles au commerce, le respect des règles commerciales et la mise en œuvre de mesures visant à stimuler la croissance. Elle est actuellement en bonne voie pour atteindre l'objectif de 3 160 milliards de dollars EU d'exportations d'ici à 2014.<sup>22</sup> L'Initiative sur la réforme du contrôle des exportations a été lancée dans le but d'harmoniser les définitions, les réglementations et les politiques en matière de contrôle des exportations et de faire progresser, dans le même temps, la mise au point d'une liste de contrôle unique qui relèverait d'un seul organisme, contiendrait des renseignements harmonisés et ferait l'objet d'une mise en application unifiée.<sup>23</sup> Ces initiatives, prises isolément ou combinées à d'autres mesures et facteurs, semblent porter leurs fruits puisque les exportations, en pourcentage du PIB, ont augmenté de 13% depuis 2009. Les exportations ont atteint le niveau record de 13,8% du PIB en 2011.<sup>24</sup>

### 3) ÉVOLUTION DU COMMERCE ET DE L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER DIRECT

#### i) Commerce des marchandises

15. Les importations et exportations de marchandises des États-Unis ont augmenté en 2010 et en 2011, et ont même dépassé les niveaux records de 2008, bien que le déficit de la balance des marchandises se soit creusé. Après une contraction importante à la fin de la crise financière de 2007 à 2009, le déficit de la balance des marchandises a continué d'augmenter régulièrement en 2010 et 2011 sans atteindre toutefois les niveaux records de 2007-2008. Les importations et les exportations ont toutes deux progressé, mais les premières ont dépassé les secondes, d'où l'aggravation du déficit commercial.

16. Les exportations de marchandises ont continué de progresser à un rythme soutenu pour la deuxième année consécutive, enregistrant une croissance de 16% en 2011 et une augmentation dans toutes les grandes catégories d'exportation. Ce sont les exportations vers les marchés de l'Amérique latine<sup>25</sup> et du Moyen-Orient qui ont augmenté le plus rapidement (21% pour chacune de ces régions).

---

<sup>21</sup> Communiqué de presse de la Réserve fédérale, du 25 janvier 2012. Adresse consultée: <http://www.federalreserve.gov/newsevents/press/monetary/20120125c.htm>.

<sup>22</sup> Ordonnance exécutive n° 13534, du 11 mars 2010. Adresse consultée: <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/executive-order-national-export-initiative>.

<sup>23</sup> Renseignements en ligne de la Maison Blanche, "Fact Sheet on the President's Export Control Reform Initiative". Adresse consultée:

<http://www.whitehouse.gov/the-press-office/fact-sheet-presidents-export-control-reform-initiative>.

<sup>24</sup> Renseignements en ligne du Département du commerce, "U.S. Export Fact Sheet". Adresse consultée: <http://www.trade.gov/press/press-releases/2012/export-factsheet-february2012-021012.pdf>.

<sup>25</sup> Y compris certains pays du continent américain.

Toutefois, la part des exportations des États-Unis absorbée par les pays du Moyen-Orient demeure très faible (4%), tandis que l'Amérique latine représente le deuxième marché régional d'exportation (25%). Le plus gros marché d'exportation demeure le Canada, qui a représenté 19% des exportations de marchandises des États-Unis en 2011. Le continent américain reste donc la première région d'exportation des marchandises des États-Unis (43,5%), suivi de l'Asie (27,9%) et de l'Europe (21,4%) (tableau AI.2 et graphique I.4).

17. Les exportations de marchandises des États-Unis sont fortement concentrées sur les produits manufacturés (65,3% en 2011); viennent ensuite les produits des industries extractives (12,5%) et l'agriculture (11,4%). Dans la catégorie des produits manufacturés, le sous-secteur le plus important est celui des machines et du matériel de transport, qui a représenté environ un tiers des exportations de marchandises en 2011 (tableau AI.3 et graphique I.5).

18. La situation des importations est similaire à celle des exportations en ceci que les importations de marchandises ont enregistré en 2011 une croissance soutenue (+16%), pour la deuxième année consécutive après la récession. Les importations dans toutes les grandes catégories de marchandises ont été plus élevées en 2011 qu'en 2010. Ce sont les importations en provenance du Moyen-Orient qui ont progressé le plus rapidement (40%) mais, là encore, à partir d'un niveau de départ très bas, à savoir 5% du total des importations de marchandises des États-Unis. Comme les exportations, les importations des États-Unis en provenance de l'Amérique latine ont progressé à un rythme un peu plus soutenu que la moyenne (21% en 2011). La Chine est le premier fournisseur de marchandises des États-Unis; en 2011, elle a représenté 18% du total des importations américaines de marchandises, devant l'Union européenne (16,6%) et le Canada (14,1%) (tableau AI.4 et graphique I.4).

19. Les importations de marchandises des États-Unis sont fortement concentrées sur les produits manufacturés (67,3%) ainsi que, dans une bien moindre mesure, sur le secteur des industries extractives (23,1%). Les importations de produits agricoles sont très faibles et n'ont représenté que 6,1% des importations de marchandises en 2011. Comme pour les exportations, le sous-secteur le plus important est celui des machines et du matériel de transport (35,8%), suivi par les combustibles (20,5%) (tableau AI.5 et graphique I.5).

20. Le commerce des marchandises des États-Unis et le déficit de la balance des marchandises sont fortement influencés par le commerce des produits pétroliers<sup>26</sup>, dont la part dans la valeur totale des importations est passée de 16 à 20% au cours de la période 2009-2011. Le commerce des produits pétroliers a une incidence encore plus importante sur l'augmentation du déficit commercial; il a représenté en effet 41% et 44% du déficit de la balance des marchandises en 2009 et 2011, respectivement.

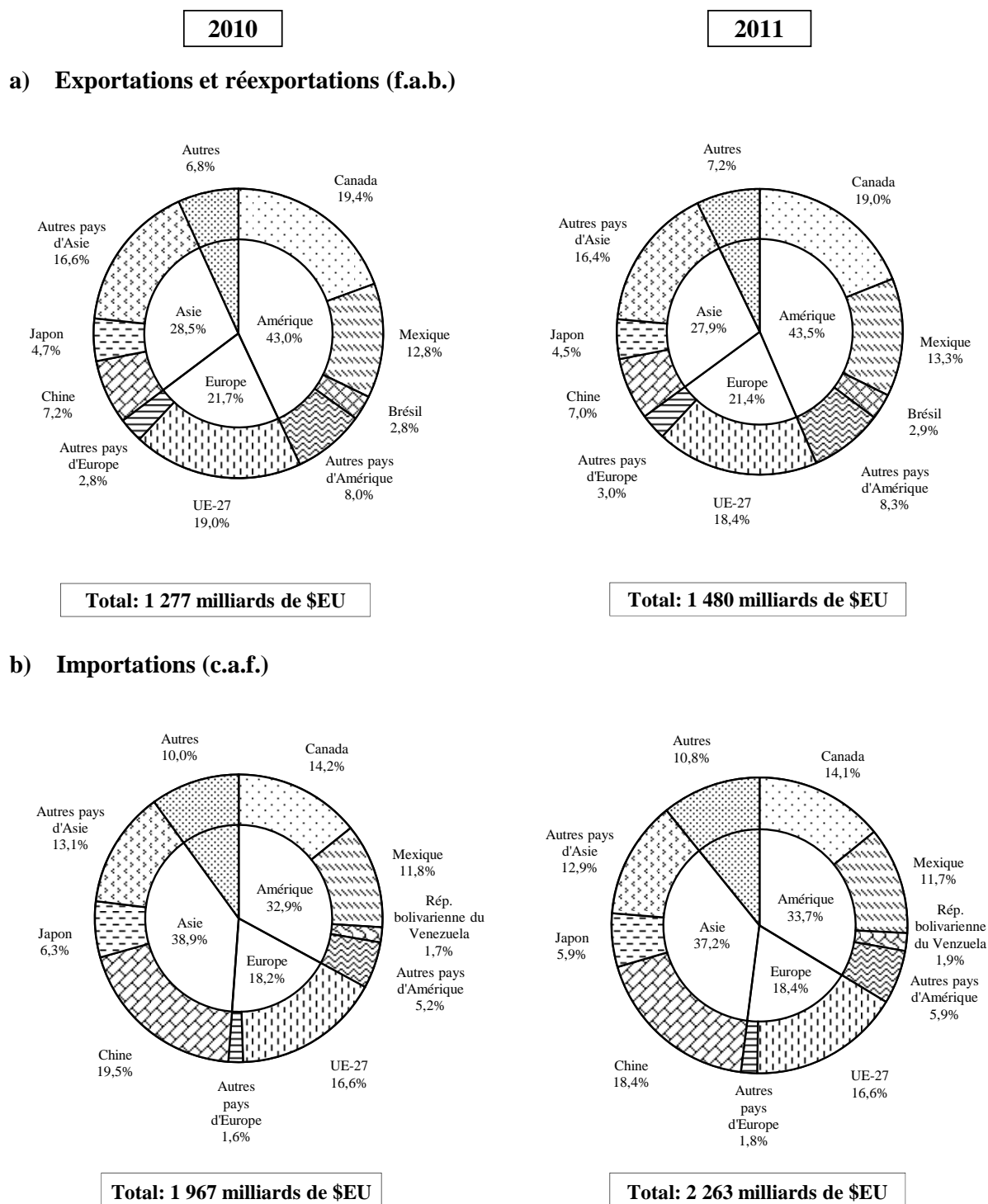
---

<sup>26</sup> Comprend le pétrole brut et les produits pétroliers raffinés.



**Graphique I.4**

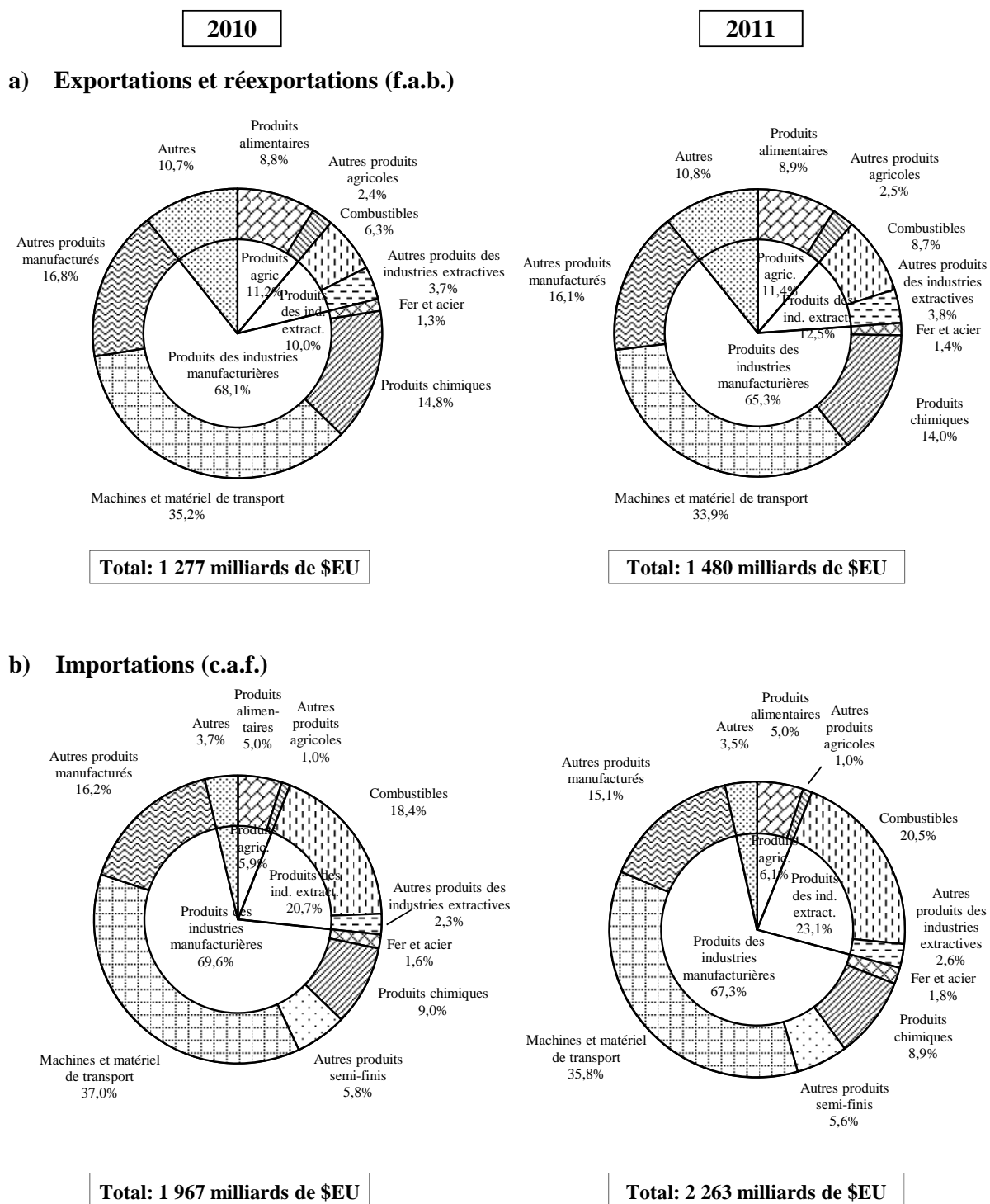
**Structure géographique des échanges de marchandises, par origine et destination, 2010 et 2011**



Source: DNSU, Base de données Comtrade (CTCI Rev.3).

# Graphique I.5

## Composition du commerce des marchandises, par produit, 2010 et 2011



Source: DSNU, Base de données Comtrade (CTCI Rev.3).

21. Ces répercussions sur la balance commerciale sont largement dues à l'augmentation du cours du pétrole plutôt qu'à celle du volume des importations. Le volume des importations n'a cessé de diminuer en 2010 et 2011, tandis que la production nationale a légèrement augmenté, ce qui a permis de réduire quelque peu la dépendance des États-Unis à l'égard des importations de pétrole. Les importations américaines ont représenté en moyenne 11,4 millions de barils par jour en 2011, soit un recul de 2,7% par rapport à 2010 et de 17% par rapport au niveau record de 2005. C'est à l'évolution des technologies et à l'innovation dans le secteur énergétique des États-Unis que l'on doit ce redressement de la balance commerciale (en volume), le volume des importations ayant diminué.<sup>27</sup> Il est fort probable que la production nationale de pétrole et de gaz naturel continuera d'augmenter. À mesure que la production intérieure se développe, le "pétrole difficilement acidifiable" d'origine nationale (obtenu à partir de roche schisteuse et d'autres formations géologiques auparavant inaccessibles, au moyen de la fracturation hydraulique et de techniques connexes) pourrait se substituer à une partie du pétrole brut importé, et il serait peut-être possible de remplacer certaines importations de pétrole par du gaz naturel d'origine nationale dans une partie du secteur national des transports.

22. Le commerce des produits pétroliers varie considérablement en fonction du type de produit. Les importations des États-Unis sont dominées par le pétrole brut, tandis que leurs exportations (25% du volume des importations) se composent presque exclusivement de produits pétroliers raffinés (essence, mazout, distillats, etc.). Ce déséquilibre est en grande partie imputable à la demande, qui est largement supérieure à la production nationale (les États-Unis sont le premier importateur de pétrole au monde), mais aussi à des mesures de politique générale, comme les restrictions à l'exportation applicables au pétrole brut.<sup>28</sup> La balance du commerce des produits pétroliers raffinés, qui était déficitaire depuis longtemps, a enregistré son premier excédent en 2011. Certains avancent que cela est attribuable à l'augmentation des cours mondiaux et/ou au fait que la demande dans les pays en développement est plus importante que dans les pays développés, dont les capacités de raffinage sont excédentaires en raison de la diminution de la production économique.<sup>29</sup>

23. Vu son importance, le commerce des produits pétroliers a une incidence non négligeable sur l'économie des États-Unis, y compris la balance commerciale/le solde des opérations courantes, l'inflation ou les dépenses de consommation. Le pétrole couvre 94% des besoins énergétiques du secteur des transports, et 40% de ceux du secteur industriel.<sup>30</sup> Conscients des répercussions plus vastes et souvent négatives de l'augmentation du coût et des importations de pétrole, les États-Unis ont adopté, en 2011, un certain nombre de mesures et d'initiatives, comme l'initiative du Président Obama visant à réduire d'un tiers les importations de pétrole, et ils ont organisé des ventes de pétrole provenant de la Réserve stratégique de pétrole dans le but de stabiliser les prix.<sup>31</sup>

---

<sup>27</sup> Jackson (2012); et Neelesh (2012).

<sup>28</sup> Certaines lois et certains règlements des États-Unis prévoient des restrictions à l'exportation du pétrole brut. À moins que les exportations ne satisfassent à quelques exceptions prédéfinies, le Département du commerce des États-Unis n'accorde pas de licences pour l'exportation du pétrole brut (Neelesh, 2012).

<sup>29</sup> Neelesh (2012).

<sup>30</sup> Neelesh (2012).

<sup>31</sup> Communiqué de presse de la Maison Blanche, "Remarks by the President on America's Energy Security", du 30 mars 2011. Adresse consultée:

<http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2011/03/30/remarks-president-americas-energy-security>; et Andrews et Pirog (2012).

ii) Commerce des services

24. Le secteur des services occupe une place de plus en plus grande dans l'économie des États-Unis, tant en termes de parts du PIB que d'emploi. Le PIB des États-Unis dépend fortement des industries de services, qui assureraient près de 70% de la production américaine.<sup>32</sup> Depuis 2007, l'excédent croissant de la balance des services et l'amélioration du solde des revenus ont eu une incidence importante sur la balance des opérations courantes. En 2011, les importations tout comme les exportations de services ont connu une progression, et ce pour la deuxième année consécutive, après avoir reculé en 2009. Les importations ont augmenté mais, comme les exportations ont progressé plus rapidement, l'excédent de la balance des services s'est encore accru. Les exportations de services commerciaux des États-Unis ont augmenté de 9,2% en 2011, contre 6,9% pour les importations, ce qui a accentué l'excédent de la balance des services, qui s'est élevé à 186 milliards de dollars EU. Les États-Unis sont le premier exportateur mondial de services, et ils ont battu de nouveaux records en termes d'exportations et d'excédent de services en 2011.

25. En 2011, les exportations ont augmenté dans toutes les grandes catégories de services, en premier lieu les voyages et les redevances et droits de licence (tableau I.2): les services relatifs aux voyages ont représenté environ 26% du total des exportations de services, et les redevances et droits de licence 18% de ce total. Ces catégories de services sont également celles qui contribuent le plus à l'excédent de la balance des services. Les exportations de services commerciaux des États-Unis ont atteint le niveau record de 581 milliards de dollars EU en 2011.

**Tableau I.2**  
**Exportations de services commerciaux des États-Unis, par type, 2008-2011**  
(en millions de \$EU)

	2008	2009	2010	2011
<b>Total</b>	<b>523 348</b>	<b>491 852</b>	<b>532 142</b>	<b>580 864</b>
Services fournis selon les modes 1, 2 et 4				
Services commerciaux	522 231	490 776	532 142	580 864
Transports	74 671	61 410	70 637	78 929
Voyages	139 123	123 855	134 846	149 640
Autres services commerciaux	308 437	305 511	326 659	352 295
Services de communication	10 301	10 278	11 324	12 988
Services de construction	3 885	4 032	2 611	..
Services d'assurance	13 403	14 427	14 605	15 351
Services financiers	63 027	62 444	66 387	72 989
Services informatiques et d'information	13 120	13 483	13 766	15 313
Redevances et droits de licence	88 895	83 447	92 054	103 797
Autres services fournis aux entreprises	101 829	102 615	111 397	..
Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	13 977	14 785	14 515	15 906
Services des administrations publiques, n.i.a.	15 644	17 680	18 604	..
Services fournis selon le mode 3	1 117	1 076	..	..

.. Non disponible.

Source: OMC (2012, à paraître), *Statistiques du commerce international*.

<sup>32</sup> Maison Blanche (2012b).

26. Les importations de services commerciaux des États-Unis ont atteint le niveau jamais égalé de 395 milliards de dollars EU, dépassant le précédent record de 2008, qui se montait à 374 milliards de dollars EU. Les services autres que les voyages et les services de transport ont contribué à plus de la moitié de la croissance totale des services commerciaux (tableau I.3). Le commerce des services des États-Unis (importations et exportations) se concentre généralement sur un petit nombre de pays développés, parmi les plus avancés (tableaux I.4 et I.5). L'UE est de loin le marché le plus important en termes d'importations comme d'exportations.

**Tableau I.3****Importations de services commerciaux des États-Unis, par type, 2008-2011**

(en millions de \$EU)

	2008	2009	2010	2011
<b>Total</b>	<b>374 592</b>	<b>349 596</b>	<b>369 907</b>	<b>395 268</b>
Services fournis selon les modes 1, 2 et 4				
Services commerciaux	373 890	348 927	369 907	395 268
Transports	87 944	67 274	78 122	85 237
Voyages	86 904	80 828	82 696	86 734
Autres services commerciaux	199 042	200 825	209 089	223 297
Services de communication	8 353	7 947	8 367	8 174
Services de construction	3 451	3 579	2 351	..
Services d'assurance	58 913	63 614	61 767	57 562
Services financiers	17 218	13 597	13 803	15 070
Services informatiques et d'information	16 895	17 047	19 385	23 977
Redevances et droits de licence	27 841	27 924	31 784	34 813
Autres services fournis aux entreprises	64 295	64 699	69 418	..
Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	2 076	2 418	2 214	..
Services des administrations publiques, n.i.a.	32 216	34 889	35 012	34 045
Services fournis selon le mode 3	702	669	..	..

.. Non disponible.

Source: OMC (2012, à paraître), *Statistiques du commerce international*.**Tableau I.4****Répartition géographique des exportations de services commerciaux des États-Unis (modes 1, 2 et 4), par destination, 2008-2010**

(en millions de \$EU)

	2008	2009	2010
<b>Total</b>	<b>522 231</b>	<b>490 776</b>	<b>532 142</b>
UE-27	193 016	170 096	169 098
Canada	45 114	42 644	50 521
Japon	41 524	40 049	44 750
Mexique	25 938	23 080	24 110
Chine	15 065	15 971	21 135
Suisse	19 896	18 871	20 313
Brésil	12 120	13 082	16 515
Corée, République de	12 885	12 758	15 105
Australie	12 022	12 024	13 168
Bermudes	9 604	10 903	11 061
Inde	10 189	9 831	10 319
Singapour	7 277	7 055	9 709
Taipei chinois	6 041	6 459	9 292
Toutes les autres destinations	111 540	107 953	117 046

Source: OMC (2012, à paraître), *Statistiques du commerce international*.

**Tableau I.5**  
**Répartition géographique des importations de services commerciaux des États-Unis (modes 1, 2 et 4), par origine, 2008-2010**  
 (en millions de \$EU)

	2008	2009	2010
<b>Total</b>	<b>373 890</b>	<b>348 927</b>	<b>369 907</b>
UE-27	140 688	123 124	125 399
Bermudes	24 740	33 624	31 740
Canada	25 000	22 295	25 579
Japon	24 460	20 990	23 541
Suisse	18 982	18 583	19 665
Mexique	15 502	13 538	13 730
Inde	12 465	12 359	13 661
Chine	9 316	8 161	9 967
Corée, République de	7 240	6 384	7 756
Hong Kong, Chine	7 255	5 820	6 492
Taipei chinois	6 576	5 125	6 330
Australie	5 713	5 352	5 600
Brésil	4 913	4 987	5 232
Toutes les autres origines	71 040	68 585	75 215

Source: OMC (2012, à paraître), Statistiques du commerce international.

27. Les États-Unis sont conscients du potentiel de croissance de leurs exportations de services et ils ont promulgué des lois ou adopté des mesures en vue de les développer, en particulier dans le secteur des voyages et du tourisme. La Loi de promotion touristique de 2009, votée en 2010, porte création de la Corporation for Travel Promotion, qui exerce ses activités sous l'égide de Brand USA, un partenariat public-privé ayant pour mission de promouvoir le tourisme aux États-Unis.<sup>33</sup> En janvier 2012, le Président Obama a pris une ordonnance exécutive en vue d'améliorer le traitement des demandes de visas et de promouvoir les voyages et le tourisme dans le pays. Cette ordonnance fait obligation au Département d'État et au Département de la sécurité intérieure d'élaborer, dans un délai de 60 jours, un plan de mise en œuvre qui permettra de raccourcir les délais de traitement des demandes de visas destinés aux visiteurs étrangers ne demandant pas à immigrer dans le pays, et en particulier, d'augmenter de 40% les capacités au Brésil et en Chine en vue de promouvoir le tourisme. L'ordonnance exécutive rend obligatoire la présentation de rapports périodiques sur les progrès accomplis en direction des objectifs concernant les délais de traitement des demandes de visas pour les "non-immigrants". En outre, elle prévoit la création d'un groupe spécial sur les voyages et la compétitivité qui serait chargé de mettre au point une stratégie nationale relative aux voyages et au tourisme pour faire des États-Unis une des premières destinations mondiales.<sup>34</sup>

### iii) Investissement étranger direct

28. Les États-Unis sont le principal destinataire des investissements étrangers directs (IED) réalisés dans le monde, 228 milliards de dollars EU y ayant été investis en 2011, ce qui marque un recul par rapport aux 236 milliards de dollars EU atteints en 2010. L'IED continue de jouer un rôle important dans l'économie américaine – son stock cumulé s'élevant à 2 900 milliards de dollars EU en 2010 – et à contribuer largement à l'emploi, à la recherche-développement et aux exportations.<sup>35</sup> Les flux d'investissement étranger direct aux États-Unis ont tendance à suivre la courbe de la croissance économique, c'est-à-dire à augmenter lorsque l'économie est en expansion et à diminuer lorsqu'elle se contracte. Ces dernières années, l'IED aux États-Unis a atteint un niveau record en 2008, pour retomber au moment de la crise financière. Lors de la reprise, en 2010 et 2011, il a connu un rebond,

<sup>33</sup> Loi de promotion touristique de 2009, Public Law No. 111-145.

<sup>34</sup> Ordonnance exécutive n° 13 597, du 19 janvier 2012.

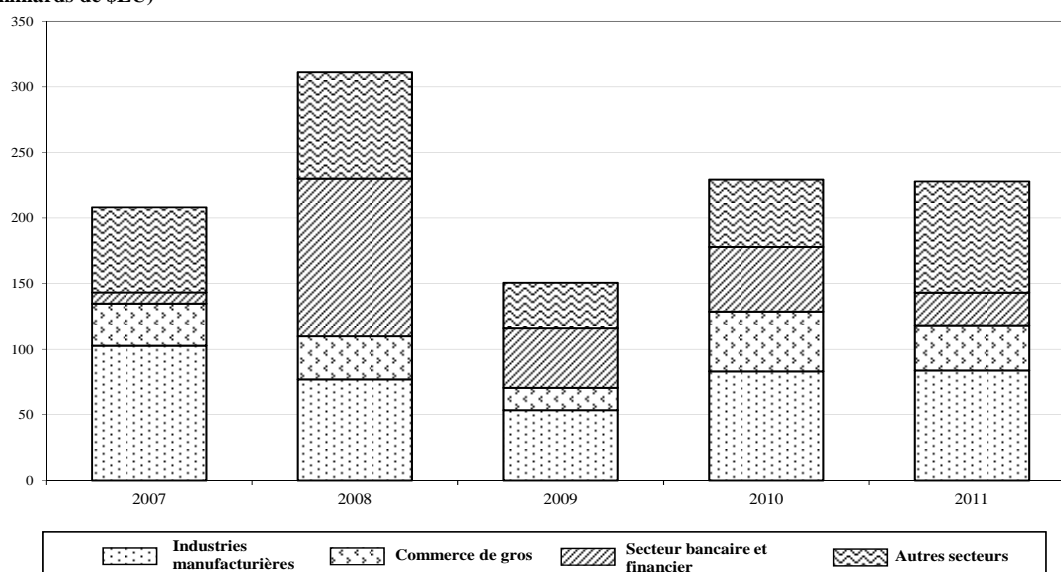
<sup>35</sup> Méthode du bilan actualisé (Maison Blanche, 2012b).

après la baisse de 2009, mais il n'a pas retrouvé les niveaux records de 2008. À mesure que l'économie mondiale sort de la récession, on s'attend à ce que les flux d'IED repartent à la hausse à travers le monde et, selon les estimations de la CNUCED<sup>36</sup>, ils pourraient même dépasser en 2013 les niveaux records atteints en 2007-2008.

29. L'IED aux États-Unis a toujours été fortement concentré, tant pour son origine géographique que pour le type d'investissement concerné. En règle générale, c'est le secteur manufacturier qui reçoit la majorité de l'IED, bien que les niveaux varient considérablement d'une année sur l'autre (graphique I.6). La grande majorité de l'IED provient de huit pays, dont six sont européens.<sup>37</sup> En 2010, ces huit pays ont fourni 84% du total de l'IED reçu par les États-Unis.<sup>38</sup> L'Europe étant l'une des sources principales d'IED, la persistance de la crise de la dette européenne et les répercussions négatives qu'elle pourrait avoir sur l'IED aux États-Unis sont sujets de préoccupations. Compte tenu des effets bénéfiques de l'IED sur l'économie et l'emploi aux États-Unis, le gouvernement américain a récemment lancé SelectUSA, décrit comme un guichet unique destiné à rechercher et attirer des investissements aux États-Unis. Créé par le Département du commerce, SelectUSA couvre un large éventail de fonctions de promotion des investissements, comme la coordination entre les organismes de développement économique à l'échelon local, régional et national ou l'information des investisseurs quant aux mesures et procédures en vigueur aux États-Unis.<sup>39</sup>

**Graphique I.6**  
**Investissement étranger direct aux États-Unis, 2007-2011**

(en milliards de \$EU)



Source: Renseignements en ligne du Bureau des analyses économiques: Adresse consultée: <http://www.bea.gov/>.

<sup>36</sup> CNUCED (2011).

<sup>37</sup> La Suisse, le Royaume-Uni, le Japon, la France, l'Allemagne, le Luxembourg, les Pays-Bas et le Canada.

<sup>38</sup> Département du commerce, Administration de l'économie et des statistiques (2011).

<sup>39</sup> Créé par l'Ordonnance exécutive n° 13 577, du 15 juin 2011 (communiqué de presse de la Maison Blanche. Adresse consultée:

<http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2011/06/15/executive-order-selectusa-initiative>; et renseignements en ligne de SelectUSA. Adresse consultée: <http://selectusa.commerce.gov/>).